



Fondation DiDé



Rapport annuel 2015

Sommaire



Le mot de la Présidente 3

DiDé 5

Fondation 5

Membres du Conseil 6

Secrétariat général de Genève 6

Bureau de Kigali 7

Approches et Projets 9

Approche régionale : Burundi et Rwanda 9

Burundi 10

Rwanda 14

Finances 20

Recherche d'efficience 20

Bilan 21

Pertes et Profits 22

Recettes et Charges d'exploitation 23

Soutiens et remerciements 24

Le mot de la Présidente



Les événements tragiques qui ont marqué cette dernière année sont venus durement rappeler la nécessité pour toute société de prévenir la violence, d'intégrer, de réinsérer ou d'éduquer. Face à cette réalité actuelle, le Nord et le Sud sont confrontés à de nouveaux paradigmes.

Reconnaissant dans les textes et les standards internationaux le droit des personnes privées de liberté à l'éducation, il devient aujourd'hui une nécessité pour les gouvernements, soutenus par la société civile, de mettre en œuvre ces règles.

Les jeunes sont les porte-drapeaux de la société de demain. Les femmes sont des mères, des épouses et jouent également bien souvent un rôle pacificateur dans les communautés et les situations de crise.

Partant de ces constats il paraît évident que les jeunes et les femmes en détention doivent d'une part être protégés et d'autre part avoir accès à l'éducation. Leur offrir une deuxième chance c'est lutter contre la récidive et par là-même favoriser la stabilité d'un pays voire d'une région. Il nous paraît urgent d'agir et d'investir pour ces personnes en pensant au futur de tous.

En réaffirmant fin 2014 sa mission, DiDé s'est clairement positionné en faveur de l'éducation pour les personnes privées de liberté. Convaincus que l'acquisition de nouveaux savoirs permet à la personne de retrouver sa dignité, nous pensons également que la période passée en détention doit être un temps

d'apprentissage et non d'oubli.

Que ce soit dans un pays en crise tel le Burundi depuis le printemps 2015 ou son voisin, le Rwanda qui jouit d'une certaine stabilité propice à son développement, la prévention de la violence et l'acquisition des savoirs sont des objectifs incontournables pour viser le retour ou le renforcement d'une stabilité et d'une paix à long terme.

Le Burundi et le Rwanda sont les deux pays où nous avons actuellement des projets en cours ou en recherche de fonds. Au Rwanda, notre action est progressivement mieux connue et reconnue pour sa pertinence. Mais l'opportunité de développer un premier projet au Burundi, un nouveau projet au bénéfice des femmes au Rwanda ou d'autres projets dans des contextes différents ne se concrétisera qu'avec la confirmation de financements.

Nous restons mobilisés pour poursuivre notre action car convaincus de son bien-fondé. Mais nous sommes également réalistes. La fondation traverse une période particulièrement difficile. Sans un soutien accru de nos fidèles donateurs et la mobilisation de nouveaux, ils nous est de plus en plus difficile de mettre en œuvre nos projets.

Plus que jamais nous avons besoin de votre engagement à nous soutenir.

Barbara Hintermann
Présidente



Fondation

Après une dizaine d'années à la tête du Conseil de Fondation, M^e Philippe Pasquier a transmis le flambeau à Madame Barbara Hintermann. Elle est officiellement Présidente depuis décembre 2015 après avoir rejoint le Conseil en 2014. M^e Philippe Pasquier demeure membre du Conseil.

L'organe suprême de DiDé, au cours de l'année 2015, a été amené à prendre différentes décisions essentielles afin d'assurer la poursuite de l'action de

la Fondation et du fonctionnement de son secrétariat à Genève.

Fin 2015, le Conseil se compose de cinq personnes au bénéfice d'expertises diversifiées et d'une longue expérience dans le monde de l'humanitaire et du développement. Un nouveau trésorier, Edouard Limoner, a rejoint le Conseil dès janvier 2016.

Conseil

Président/e

- ♦ M^e Philippe Pasquier (jusqu'en novembre 2015)
Avocat
- ♦ Barbara Hintermann (dès décembre 2015)
Economiste

Trésorier (dès janvier 2016)

- ♦ Edouard Limoner (dès janvier 2016)
Contrôleur de gestion



Membres du Conseil

- ♦ Dr Christian Converset
Psychiatre
- ♦ Jean-Luc Imhof
Acteur du développement et de la coopération
- ♦ Yvan Sturm
Acteur humanitaire



Secrétariat général de Genève

Le secrétariat a continué de bénéficier tout au long de l'année 2015 de l'expertise de bénévoles qui ont soutenu notamment la restructuration financière et comptable de la fondation, l'archivage ainsi que le suivi des projets. DiDé a également accueilli pour un stage au Rwanda pendant six mois une étudiante en Master du Développement et de l'Éthique de l'Université de Fribourg. Une collaboration extrêmement fructueuse qui avait commen-

cé en 2014. En janvier 2015, DiDé a eu l'occasion de présenter son expérience en santé mentale au Rwanda lors du Congrès mondial sur la Justice juvénile tenu à Genève. Cet événement, organisé conjointement par le Gouvernement suisse et la Fondation suisse Terre des hommes, a permis à plus de 800 participants de discuter ensemble du futur de la justice juvénile et de partager des bonnes pratiques dans le domaine.

Collaboratrices

- ♦ Sandra Dessimoz
Secrétaire générale
- ♦ Nathalie Mastail-Hirosawa
Chargée de communication



Bureau de Kigali (Rwanda)

Un nouveau comptable a rejoint le bureau depuis avril 2015. En charge du suivi budgétaire quotidien du bureau et des activités, il accompagne efficacement la déléguée régionale dans les différentes tâches administratives.

Grâce au travail de réseautage entrepris par notre déléguée basée à Kigali, DiDé et ses activités ont bénéficié d'un écho extrêmement favorable dans différents médias tel l'article paru dans le journal rwandais « The Times » en décembre 2015.

Nos deux psychologues cliniciens poursuivent leur collaboration opérationnelle. Forts de leur expérience acquise depuis 2006 auprès des mineurs en détention, ils contribuent largement au succès de l'approche en santé mentale.

Ils ont également animé plusieurs formations à destination des autorités pénitentiaires ou présenté l'approche de DiDé en milieu carcéral sur invitation de partenaires (ex : CICR) ou des autorités.

Collaborateurs

- ♦ Odette Mukansoro
Déléguée régionale
- ♦ Pierre Sindi
Comptable
- ♦ Pr. Eugène Rutembesa
Psychologue consultant
- ♦ Augustin Nziguheba
Psychologue consultant

Approches



Approche régionale : Burundi et Rwanda

Suivant notre stratégie validée en 2014, nous cherchons progressivement à étendre notre champ d'intervention dans la Région des Grands Lacs. Malgré les événements violents qui agitent le Burundi depuis le printemps 2015, nous sommes convaincus, avec d'autres partenaires, qu'il est essentiel d'agir en faveur des mineurs en conflit avec la loi afin d'assurer leur protection et de préparer leur réinsertion. L'expertise dans le domaine de l'éducation et du soutien psychosocial développée en ce sens depuis plus de dix ans au Rwanda nous permettra dès début 2016 d'intervenir dans un des deux centres pour les mineurs nouvellement construits par les autorités burundaises.

Burundi

Dans un contexte post-électoral très violent qui affecte particulièrement les enfants, des actions de prévention contre toutes formes de violence, et en particulier celles commises sur ou par des adolescents, sont incontournables. Aucun acteur ne travaille actuellement de manière intégrée avec les auteurs avérés ou suspects de tels actes.

Fin 2015 DiDé a rejoint un consortium de quatre autres organisations internationales et nationales pour mettre en œuvre dès 2016 un vaste programme de lutte contre les violences touchant les enfants en tant que victimes et auteurs. Cette action globale sera coordonnée par la Fondation suisse Terre

Cette expertise nous désirons non seulement l'étendre à un nouveau contexte mais également à un nouveau groupe de population : les femmes en détention au Rwanda, regroupées aujourd'hui dans des prisons qui leur sont réservées.

Les autorités pénitentiaires ont émis le souhait de voir DiDé les accompagner dans une prise en charge adéquate de cette population tout aussi vulnérable. La prison de Ngoma, située au sud-est du pays et qui regroupe environ 650 détenues, a été identifiée comme lieu d'une future intervention possible dès que le financement suffisant sera réuni.

des hommes avec qui DiDé collabore étroitement depuis 2013.

DiDé a été choisie comme partenaire pour intervenir dans le milieu carcéral, au centre ouvert en 2015 pour les mineurs en conflit avec la loi de Rumonge, afin d'améliorer les conditions de détention en vue de leur réintégration et de prévenir la récidive. Face à un environnement sécuritaire instable mais une opportunité opérationnelle importante d'action en partenariat dans un nouveau contexte, nous avons pris la décision de centrer notre action dès 2016 sur le centre de Rumonge et d'abandonner à ce stade notre projet à la prison de Ngozi présenté dans notre rapport 2014.

Burundi



L'action prévue dès 2016 pour les mineurs centre de Rumonge

- ♦ un soutien psychosocial au travers des activités de groupes telles que : théâtre forum, groupes de parole, activités sportives, expression corporelle et les arts visuels ;
- ♦ l'identification et la prise en charge des cas individuels de troubles ou détresse psychologique aigus ;
- ♦ le renforcement des liens entre les mineurs et l'extérieur grâce au soutien des visites de famille, l'échange de messages, des contacts téléphoniques ;
- ♦ la préparation à la réinsertion par des cours d'alphabétisation, le référencement systématique à d'autres acteurs pour le suivi post-libération ;
- ♦ la formation du personnel médico-social et de direction du centre ainsi que de deux psychologues burundais.

Budget estimé : CHF 229'974.- sur trois ans

Financement accordé fin 2015 : CHF 92'858.-

Contribution recherchée : CHF 137'116.-

Perspectives 2016

- ✓ Trouver la contribution
- ✓ Mettre en œuvre le projet





Rwanda

Rwanda

L'approche défendue par DiDé en matière d'éducation, basée autant sur un équilibre psychologique retrouvé que sur l'apprentissage de nouvelles connaissances, montre quotidiennement sa pertinence au centre pour mineurs de Nyagatare.

Il y règne une atmosphère de sérénité. Les adolescents, les détenus adultes qui les encadrent, ainsi que le personnel pénitentiaire soulignent les bienfaits des différentes activités suivies tant sur le plan mental que physique. Les mineurs, occupés toute la journée, se montrent intéressés à apprendre, comme ce fût le cas lors d'un atelier de photo organisé en décembre 2015. Ils deviennent également acteurs actifs pour certains dans l'encadrement des activités psychosociales dans un rôle de pair-encadreur. Ces différents éléments illustrent le développement comportemental positif de la majorité des adolescents favorisant leur réintégration.

La réintégration demeure le but ultime de notre approche. Dans cette optique nous nous sommes efforcés de renfor-

cer durant l'année l'accompagnement des jeunes lors de leurs derniers mois et semaines passés au centre afin de les préparer au mieux au choc que peut représenter la sortie. Nous avons également organisé une importante campagne de sensibilisation et de responsabilisation des parents afin qu'ils rétablissent et maintiennent des liens réguliers avec leur enfant incarcéré.

Il nous reste deux défis majeurs face au projet conçu pour les mineurs :

- ♦ mesurer progressivement l'impact final de l'approche mise en place à Nyagatare ;
- ♦ préparer avec les autorités pénitentiaires la reprise financière progressive de l'ensemble des activités proposées au centre de Nyagatare.

A ces deux défis s'ajoute la nécessité de trouver le financement nécessaire pour étendre notre approche aux femmes détenues à la prison de Ngoma.



Notre action en 2015

Dans le cadre de son projet pour les mineurs, DiDé a permis en 2015 :

- ♦ à tous les mineurs, soit 250 garçons et filles en moyenne, de suivre un programme de scolarisation ou de formation professionnelle. Six ateliers leur permettent de s'initier aux métiers de coiffure, couture, soudure, maçonnerie, menuiserie et électricité ;
- ♦ à plus de la moitié des mineurs présents de rencontrer leurs proches ou leurs parents lors des visites familiales ;
- ♦ à une douzaine de mineurs d'être formés pour devenir progressivement des pairs-encadreurs intervenant conjointement avec les détenus adultes ;
- ♦ aux 250 mineurs présents de s'initier à l'utilisation de photographie comme moyen d'expression dans le cadre de l'atelier thérapeutique ;
- ♦ à 62 adolescents de bénéficier d'un kit de réinsertion pour faciliter la poursuite de leurs études ou de leur apprentissage ;
- ♦ à 170 participants d'être sensibilisés et formés à l'approche en soutien psychosocial et santé mentale (149 membres du service pénitentiaire et 21 encadreurs adultes ou mineurs).

Budget dépensé en 1ère année de projet : CHF 265'170 .-

Budget estimé pour la 2ème année de projet : CHF 296'910 .-

Le projet est financé par :

- ♦ l'Etat de Genève (Service de la Solidarité internationale)
- ♦ la Direction du développement et de la coopération (DDC, Suisse)
- ♦ Les autorités pénitentiaires rwandaises apportent également leur contribution



Perspectives 2016

Projet pour les mineurs au centre de Nyagatare

- ♦ Poursuivre :
 - ✓ le transfert de compétences envers le personnel du centre et plus largement envers le personnel national de l'administration pénitentiaire ;
 - ✓ la capitalisation de l'expertise gagnée par DiDé à Nyagatare ;
 - ✓ le renforcement des liens entre acteurs pour assurer un meilleur suivi après la libération.

Budget total : CHF 894'367.- sur trois ans

Projet pour les femmes à la prison de Ngoma

- ♦ Trouver les financements nécessaires et démarrer le projet d'éducation.
- ♦ Grâce à vos financements DiDé soutiendra :
 - ✓ les cours d'alphabétisation et l'initiation à un minimum de deux métiers artisanaux pour environ 150 femmes par an ;
 - ✓ les 600 femmes présentes, à re/trouver un équilibre psychologique grâce à des activités de groupe (théâtre forum, groupes de parole, chants-danses-musique, art thérapie, activités sportives) ;
 - ✓ les visites des proches, des enfants et des familles ;
 - ✓ la formation et la supervision d'environ 50 femmes détenues encadrant les activités psychosociales.

Budget estimé : CHF 800'900.- sur trois ans

Recherche d'efficience

La situation financière de DiDé a continué d'être au cœur des préoccupations des membres du Conseil et de la Secrétaire générale. En 2015 la Fondation a poursuivi la rationalisation des coûts de sa structure à Genève en fonction de la masse relativement faible de ses projets. Le nombre de salariés sera diminué. Le poste de chargée de mission de la Fondation sera assuré par une volontaire.

Cette décision doit viser à retrouver un équilibre financier en 2016-2017 et pour une période de transition

tout en cherchant à augmenter le nombre de nos projets financés. Nous sommes conscients que le défi est de taille mais restons convaincus que la cause défendue, la dignité des mineurs et des femmes en situation de détention, mérite un engagement courageux.

Nous espérons vivement pouvoir compter sur nos donateurs actuels et futurs pour poursuivre notre mission !



Bilan

CHF

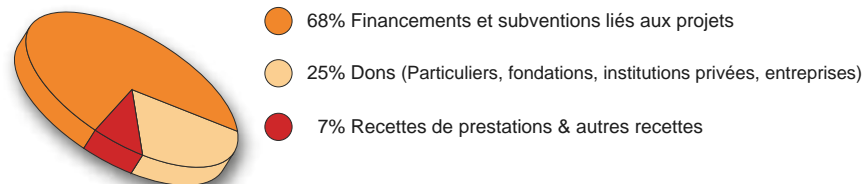
ACTIF	550'939.23
Actif circulant	544'237.50
Liquidités et titres	519'184.60
Actifs de régularisation	25'052.90
Actif immobilisé	6'701.73
Immobilisations financières	4'807.65
Matériel informatique	1'894.08
PASSIF	550'939.23
Fonds étrangers	29'792.64
Dettes à court terme	7'977.90
Passifs de régularisation	21'814.74
Dettes à long terme	00.00
Fonds affectés	378'348.99
Fonds affectés - projets en cours	267'028.24
Fonds Nyagatare/Rwanda (<i>Santé mentale</i>)	246'937.69
Fonds Ngozi/Burundi (<i>mineurs</i>)	19'834.25
Fonds Aménagement bureau (<i>Genève</i>)	256.30
Fonds affectés en attente de projets	111'320.75
Capitaux propres	142'797.60
Fonds libres	142'797.60
Capital de dotation	1'000'000.00
Pertes reportées	-656'685.27
Perte de l'exercice	-200'517.13

Pertes et Profits

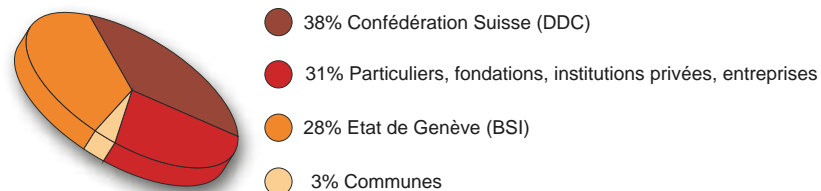
	CHF	%
Recettes d'exploitation	422'083.14	100%
Financements et subventions liés aux projets	286'755.00	68%
Dons (particuliers, fondations, institutions privées, entreprises)	106'000.00	25%
Recettes de prestations & autres recettes	29'328.00	7%
Charges d'exploitation	434'467.59	100%
Frais directs de projets	223'308.55	51%
Frais d'accompagnement de projets	105'881.80	21%
Frais du siège	64'146.60	12%
Communication et recherche de fonds	71'197.90	16%
Bénéfice/- perte opérationnel(le)	-12'384.45	
Résultat financier	-528.83	
Résultat immeuble de placement	19'063.95	
Autres résultats (amortissement extraordinaire sur immeuble- frais de procès)	-143'221.35	
Résultat annuel I	-137'070.68	
Variations des fonds affectés	-63'446.45	
Attributions aux fonds affectés	-286'755.00	
Prélèvements dans les fonds affectés	223'308.55	
Résultat annuel II	-200'517.13	

Recettes d'exploitation

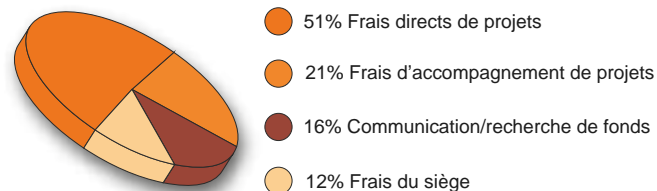
Répartition par type de recette



Répartition par bailleurs et donateurs



Charges d'exploitation



Soutiens financiers

Fondations

- ♦ La Fondation Pro Victimis
- ♦ La Fondation Coromandel

Confédération Suisse

- ♦ Le Direction du développement et de la coopération (DDC)

Cantons, communes et villes de Suisse

- ♦ Le Canton de Genève (Service de la Solidarité internationale)
- ♦ Les Communes de Laconnex, Cologny, Meinier et Choulex
- ♦ La Ville de Genève (DGVS - Genève Ville solidaire ; Département des finances et du logement)

La Loterie romande

Divers dons d'entreprises, d'églises et de particuliers

Remerciements

Chers bailleurs, donateurs privés, partenaires et bénévoles, votre soutien a rendu nos actions possibles en 2015, nous vous remercions chaleureusement.

Contact

En Suisse

34 rue de St-Jean, 1203 Geneva
+41 22 800 39 09
dide@dide.ch
www.dide.ch

Au Rwanda

Fondation DiDé Rwanda
KN 1-Rd Immeuble n° 54 · Muhima
BP 3772
Kigali
didekigali@yahoo.fr

Faire un don

CCP : 12-15795-7
Compte bancaire UBS
N° 240-203408.00W
Clearing 240
IBAN : CH49 0024 0240 2034 0800W

Rédaction

Sandra Dessimoz

Graphisme

Nathalie Mastail-Hirosawa

Photos

Fondation DiDé
RCS

© 2016 Fondation DiDé